



**Conseil économique
et social**

Distr. GÉNÉRALE

E/CN.7/1998/6
20 janvier 1998

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES STUPÉFIANTS
Quarante et unième session
Vienne, 11-13 mars 1998
Point 6 de l'ordre du jour provisoire *

QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET BUDGÉTAIRES

**Projet révisé de règles de gestion financière du Fonds du Programme des Nations Unies
pour le contrôle international des drogues**

Note du Directeur exécutif

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
INTRODUCTION	1	2
I. LE FONDS DU PNUCID : HISTORIQUE DE L'ÉLABORATION DU PROJET DE RÈGLES DE GESTION FINANCIÈRE FIGURANT DANS LE DOCUMENT E/CN.7/1997/8	2 - 5	2
II. DÉCISION RELATIVE AU PROJET RÉVISÉ DE RÈGLES DE GESTION FINANCIÈRE FIGURANT DANS LE DOCUMENT E/CN.7/1997/8 ET MODIFICATION DE LA PRÉSENTATION DU BUDGET ET DES PROCÉDURES BUDGÉTAIRES	6 - 12	3
III. RÉVISION DU PROJET DE RÈGLES DE GESTION FINANCIÈRE FIGURANT DANS LE DOCUMENT E/CN.7/1997/8 ET PROMULGATION PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROJET RÉVISÉ DE RÈGLES DE GESTION FINANCIÈRE	13 - 18	5

*E/CN.7/1998/1

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)*Paragraphes Page**Annexes*

I.	Projet révisé de règles de gestion financière du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues	7
II.	Comparaison entre le projet révisé de règles de gestion financière du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et le projet de règles de gestion financière du Fonds figurant dans le document E/CN.7/1998/8	19

INTRODUCTION

1. Donnant suite aux dispositions du paragraphe 13 de la résolution 6 (XL) de la Commission des stupéfiants, le présent rapport renferme le projet révisé de règles de gestion financière du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues. Ce texte modifie le projet figurant à l'annexe I du document E/CN.7/1997/8 et tient notamment compte de la nouvelle ordonnance du budget et des nouvelles procédures budgétaires retenues pour le Fonds, ainsi que de la recommandation que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) a formulée dans son rapport (E/CN.7/1997/10) et des décisions que la Commission a prises au titre des résolutions 7 (XL) et 8 (XL) du 4 décembre 1997 relatives au budget. Il est de l'intention du Secrétaire général de promulguer ces règles de gestion financière révisées, sous réserve de ses observations de la Commission et du Comité consultatif.

**I. LE FONDS DU PNUCID : HISTORIQUE DE L'ÉLABORATION DU PROJET
DE RÈGLES DE GESTION FINANCIÈRE FIGURANT
DANS LE DOCUMENT E/CN.7/1997/8**

2. La gestion financière du Fonds du PNUCID diffère sensiblement de celle du budget ordinaire de l'ONU. La constitution du Fonds a été décidée en 1991 par l'Assemblée générale, qui l'a placé sous la responsabilité directe du Directeur exécutif. Le Fonds se distingue notamment par la procédure d'approbation de son budget, la méthode de programmation continue sur la base du financement annuel, les arrangements relatifs à la tenue et à la présentation des comptes, la mise en place d'une réserve opérationnelle et la délégation au PNUCID, par souci d'efficacité, des questions d'administration. Il est alimenté à l'aide de ressources extrabudgétaires, sa dotation s'étant montée à 110 millions de dollars pour l'exercice biennal 1996-1997. Des contributions ont été versées par 60 États ainsi que par la Commission européenne, 95 % du total ayant été reçu de 15 États et de la Commission européenne. Les contributions à des fins spéciales représentent quelque 70 % du montant total des recettes extrabudgétaires et celles versées à des fins générales 30 %. Au cours de l'exercice biennal 1996-1997, environ 70 % des ressources du Fonds ont servi à financer des activités au titre des programmes, essentiellement dans les pays en développement, qui visaient à aider ces derniers à s'acquitter de leurs obligations conventionnelles et à lutter contre la production illicite, le trafic et l'abus des drogues. Les 30 % restants ont couvert les dépenses afférentes au réseau constitué par les bureaux ouverts dans 19 pays, les dépenses d'appui des organisations et une partie des dépenses encourues au siège. Le PNUCID exécute les activités de programme par l'intermédiaire d'un réseau d'organismes, parmi lesquels des organismes publics, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), d'autres organismes des Nations Unies et des organisations non gouvernementales.

3. Conscient des caractéristiques propres au Fonds du PNUCID, le Secrétaire général a, en 1991, fait part de son intention de promulguer, à condition que l'Assemblée générale les approuve, des règles de gestion financière distinctes applicables au Fonds, comme il l'a indiqué dans son rapport sur la question (A/C.5/46/23). Examinant ce rapport, le Comité consultatif a estimé qu'un certain nombre de questions relatives au fonctionnement du PNUCID demeuraient imprécises et devaient être examinées plus avant par l'Assemblée générale (A/46/7/Add.9, par. 4). Cette dernière, à la section XVI de sa résolution 46/185 C, a adopté les dispositions administratives et financières concernant le Fonds du PNUCID et autorisé la Commission des stupéfiants à ap prouver, sur la base des propositions du Directeur exécutif du Programme, le budget du programme du Fonds et le budget des dépenses d'administration et d'appui au programme. Par la même résolution, elle a décidé de charger le Directeur exécutif de tenir et de présenter les comptes du Fonds. Notant que le Secrétaire général avait l'intention de promulguer des règles de gestion financière du Fonds, elle a demandé que ces dernières soient conformes aux dispositions administratives et financières nouvellement adoptées concernant le Fonds.

4. À la suite de l'adoption de la résolution 48/185 C, et compte tenu des observations que le Comité consultatif avait formulées dans son rapport (A/46/7/Add.9), le Secrétaire général a décidé, en 1992, que, s'agissant de questions financières, il convenait que le Fonds soit, jusqu'à nouvel ordre, régi par les règles de gestion financière de l'ONU. Il a également fait part de son intention de réexaminer la situation si l'expérience montrait que le bon fonctionnement du PNUCID exigeait des règles de gestion financière distinctes. En 1995, le Comité consultatif a recommandé que, compte tenu de l'importance des ressources extrabudgétaires du PNUCID et des caractéristiques de son programme, le Secrétaire général fasse le point de l'expérience du fonctionnement du Fonds du PNUCID (E/CN.7/1995/22, par. 34). La Commission a approuvé cette recommandation dans sa résolution 15 (XXXVIII).

5. Au début de 1996, le Secrétaire général, ayant réexaminé le fonctionnement du PNUCID du point de vue de la gestion financière, a confirmé qu'il fallait promulguer des règles de gestion financière distinctes pour le Fonds, ce qui permettrait de le gérer plus efficacement, compte tenu de l'importance de sa dotation, de la complexité de son mandat, et de l'étendue géographique de ses opérations ainsi que de sa structure. Cet examen a fait apparaître qu'il fallait modifier le projet de règles de gestion financière présenté dans le document A/C.5/46/23 pour tenir compte des données d'expérience. L'on a aussi comparé le fonctionnement du PNUCID à celui d'autres organismes de Nations Unies, en particulier le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUe), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), à la suite de quoi l'on a présenté, en 1996, un premier projet révisé de règles de gestion financière (E/CN.7/1997/8, annexe I). À cette occasion, certaines des règles figurant dans le projet initial ont été remaniées et de nouvelles règles ont été ajoutées, des précisions étant apportées sur la procédure d'adoption du budget, les arrangements concernant les dépenses d'appui, la tenue et la présentation des comptes, l'administration des fonds d'affectation spéciale, l'établissement d'exercices financiers distincts pour le budget biennal et les activités de projet, la structure des comptes du Fonds, les arrangements régissant la garde et le placement des fonds, les mécanismes de contrôle interne, le rapport entre les règles de gestion financière et les instructions administratives devant être publiées par le Directeur exécutif, les arrangements relatifs aux agents d'exécution et la présentation de nouvelles définitions, telles que celles relatives aux dépenses, aux engagements de dépense et à l'allocation des fonds.

II. DÉCISION RELATIVE AU PROJET RÉVISÉ DE RÈGLES DE GESTION FINANCIÈRE FIGURANT DANS LE DOCUMENT E/CN.7/1997/8 ET MODIFICATION DE LA PRÉSENTATION DU BUDGET ET DES PROCÉDURES BUDGÉTAIRES

6. Après avoir examiné le projet révisé de règles de gestion financière figurant à l'annexe I du document E/CN.7/1997/8, le Comité consultatif a indiqué qu'il n'avait pas d'objection en ce qui concernait la promulgation de règles distinctes pour le Fonds du PNUCID (E/CN.7/1997/10, par. 42), sous réserve qu'elles soient révisées afin de tenir compte de ses recommandations concernant la modification de l'ordonnance du budget et des procédures budgétaires. Le Comité consultatif a également recommandé que les règles révisées lui soient présentées avant d'être promulguées. Au paragraphe 13 de sa résolution 6 (XL) du 25 mars 1997, la Commission a approuvé

le projet révisé de règles de gestion financière pour le Fonds du PNUCID et a prié le Directeur exécutif d'appliquer les recommandations du Comité consultatif. Le Directeur exécutif a jugé PNUDent de donner d'abord suite aux recommandations relatives à la modification de l'ordonnance du budget et des procédures budgétaires pour l'exercice biennal 1998-1999. Une fois ces modifications approuvées, il présenterait un nouveau projet révisé de règles de gestion financière conforme aux nouvelles dispositions budgétaires, ce dont le Comité consultatif a pris note dans son rapport (E/CN.7/1997/16, par. 23).

7. S'agissant de l'ordonnance du budget, le Comité consultatif a recommandé que le PNUCID emploie la terminologie budgétaire type, en particulier celle retenue par d'autres fonds et programmes des Nations Unies (PNUD, UNICEF et FNUAP) dans le cadre des mesures d'harmonisation de la présentation des budgets (E/CN.7/1997/10, par. 33). De plus, il a recommandé, au paragraphe 41 du même document, qu'il soit tenu compte, lors de l'élaboration du budget, de l'expérience acquise par le PNUCID à l'occasion de la réorientation en faveur d'une approche-programme de préférence à l'appui aux projets. Par ailleurs, la Commission a, au paragraphe 11 de sa résolution 6 (XL), prié le Directeur exécutif de présenter le budget initial du Fonds pour l'exercice biennal 1998-1999 en suivant, selon qu'il convient, le modèle harmonisé appliqué par le PNUD, l'UNICEF et le FNUAP. Au paragraphe 14 de cette même résolution, elle a également prié le Directeur exécutif de préciser davantage les incidences de la nouvelle approche-programme intégrée sur la présentation du budget en ce qui concerne le budget initial du Fonds pour l'exercice biennal 1998-1999. Donnant suite aux recommandations du Comité consultatif et de la Commission, le Directeur exécutif a établi une nouvelle présentation du budget biennal, ce dernier se composant désormais du budget d'appui et du budget-programme.

8. Le nouveau budget d'appui biennal pour le Fonds du PNUCID suit le modèle harmonisé adopté par le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF, aux termes duquel la présentation, les termes employés, les définitions et la méthode retenue pour l'élaboration du budget sont identiques pour les organismes qui l'appliquent. Ce modèle se caractérise par le fait qu'il établit une distinction nette entre budget d'appui et activités au titre des programmes et qu'il inscrit le budget d'appui dans le cadre global des ressources, lesquelles couvrent aussi les activités au titre des programmes. Une distinction a également été établie, au sein du budget d'appui, entre l'appui aux programmes d'une part et la gestion et l'administration de l'autre. Enfin, les dépenses sont regroupées par unité administrative, ce qui permet de faire apparaître les responsabilités et fonctions principales de chaque service. Il s'agit là d'une approche tout à fait nouvelle, dans la mesure où, dans les budgets des exercices antérieurs, les postes et autres ressources étaient classés selon qu'ils étaient "de base" ou "d'appui". La présentation a été considérablement simplifiée, tout comme les arrangements au titre de l'appui aux programmes, ce qui va dans le sens d'une plus grande transparence.

9. Dans le nouveau budget-programme biennal pour le Fonds du PNUCID, l'approche-programme a remplacé l'approche-projet précédemment retenue. Bien que l'harmonisation des budgets du PNUD, de l'UNICEF et du FNUAP ne porte pas expressément sur la présentation et les procédures d'adoption des ressources aux fins des programmes, les données d'expérience que le PNUD a récemment acquises en la matière ont été jugées intéressantes. Le budget-programme récapitule les activités par programme, par secteur du plan à moyen terme, par modalité d'exécution (PNUCID, agents d'exécution ou exécution nationale) et par source de financement (à des fins générales ou à des fins spéciales). Parmi les autres informations qui se trouvent dans le budget-programme, on notera une description de la situation en matière de contrôle des drogues pour le domaine d'activités visé, un énoncé des objectifs et des stratégies pour chaque programme, un exposé des activités pour l'exercice biennal 1998-1999 et des orientations thématiques ainsi qu'une description des modalités d'exécution et de coordination et des arrangements financiers. Enfin, le budget-programme s'accompagne d'un projet de résolution que le Directeur exécutif recommande à la Commission pour adoption, et qui ventile les montants demandés par activité et par source de financement.

10. Pour ce qui est des procédures budgétaires, le Directeur exécutif avait initialement proposé que l'approbation de la Commission ne porte que sur le budget de l'exercice biennal, y compris les activités de base et les activités d'appui aux programmes (E/CN.7/1997/8, par. 29). Le Directeur exécutif aurait alors réalisé les projets non pas sur la base du budget-programme approuvé par la Commission, mais en fonction de la politique que cette dernière aurait approuvée pour le Fonds. Il avait été estimé que le Directeur exécutif pourrait ainsi disposer de la marge de

manœuvre nécessaire au niveau de la programmation compte tenu de l'instabilité des arrangements concernant le financement du Fonds. En effet, contrairement à ce qui se passe pour les autres fonds et programmes des Nations Unies, les ressources versées au Fonds du PNUCID le sont essentiellement à des fins spéciales.

11. Tout en admettant que les arrangements concernant le financement du Fonds imposaient un certain nombre de contraintes, le Comité consultatif a estimé que la Commission devait continuer à approuver le budget-programme (E/CN.7/1997/10, par. 40). Le Comité s'est en particulier référé aux dispositions du paragraphe 2 de la section XVI de la résolution 46/185 C, par lesquelles l'Assemblée générale autorise la Commission des stupéfiants à approuver "le budget du programme du Fonds et le budget des dépenses d'administration et d'appui au programme". Le nouveau budget-programme, présenté à la Commission pour qu'elle l'approuve, conformément aux dispositions de la résolution 46/185 C et aux recommandations du Comité consultatif, répond aux attentes tant du Comité que du Directeur exécutif. Le passage de l'approche-projet à l'approche-programme permet en outre au Directeur exécutif de disposer de la marge de manœuvre dont il a besoin pour pallier l'instabilité des arrangements concernant le financement du Fonds. La Commission approuve le budget-programme au niveau des activités de programme. Dans les limites que la Commission a fixées, le Directeur exécutif est habilité à préciser et approuver tel ou tel programme ou projet en collaboration avec les agents d'exécution et les gouvernements récipiendaires.

12. La nouvelle présentation du budget et les nouvelles procédures budgétaires ont été présentées au Comité consultatif et à la Commission en même temps que le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999 (E/CN.7/1997/15) et le projet de budget d'appui pour l'exercice biennal 1998-1999 (E/CN.7/1997/14). Après avoir examiné ces documents, le Comité consultatif s'est félicité de la nouvelle présentation du budget du PNUCID, conforme au modèle de budget harmonisé mis au point par le PNUD, l'UNICEF et le FNUAP, et de l'adoption de l'approche-programme intégrée que lui-même et la Commission avaient recommandée (E/CN.7/1997/16, par. 2). Le Comité consultatif a noté en outre que le Directeur exécutif se conformait à la recommandation qu'il avait formulée concernant l'adoption du budget-programme par la Commission (E/CN.7/1997/16, par. 12). Par ses résolutions 7 (XL) et 8 (XL), la Commission a approuvé le budget d'appui et le budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999 que lui avait présentés le Directeur exécutif.

III. RÉVISION DU PROJET DE RÈGLES DE GESTION FINANCIÈRE FIGURANT DANS LE DOCUMENT E/CN.7/1997/8 ET PROMULGATION PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROJET RÉVISÉ DE RÈGLES DE GESTION FINANCIÈRE

13. Une fois adoptées la nouvelle ordonnance du budget et les nouvelles procédures budgétaires, le Directeur exécutif s'est employé à réviser le projet de règles de gestion financière pour le Fonds du PNUCID, qui figurait dans le document E/CN.7/1997/8. On trouvera à l'annexe I le texte du projet révisé des règles de gestion financière, et à l'annexe II, un tableau permettant de comparer le premier avec le second.

14. Comme précédemment, le Secrétaire général propose que le règlement financier de l'ONU continue de s'appliquer à l'administration financière du Fonds, à l'exception de deux points. Le premier concerne l'article 6.7, qui stipule, comme la règle 106.3, qu'à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement, les fonds d'affectation spéciale sont gérés conformément au règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU. Il est proposé que les fonds d'affectation spéciale créés dans le cadre du Fonds du PNUCID soient administrés conformément aux règles de gestion financière distinctes applicables au Fonds. Le second point concerne les articles 11.1 et 11.4 relatifs à la tenue de la comptabilité et à la présentation des comptes. Aux termes de la règle 15.1 de gestion financière du Fonds, ces deux tâches incomberaient non plus au Secrétaire général comme stipulé dans les articles 11.1 et 11.4 du règlement financier de l'ONU, mais au Directeur exécutif, en vertu des dispositions du paragraphe 8 de la section XVI de la résolution 46/185 C de l'Assemblée générale. L'on se souviendra que dans cette même résolution, toujours à la section XVI, l'Assemblée générale avait pris note de l'intention du Secrétaire général de promulguer des règles de gestion financière pour le Fonds, y compris ces deux dérogations au règlement

financier de l'ONU. L'Assemblée avait par la même résolution décidé que le Directeur exécutif tiendrait les comptes du Fonds et présenterait les rapports financiers.

15. Les modifications apportées au projet de règles de gestion financière figurant dans le document E/CN.7/1997/8 concernent trois domaines. L'on a tout d'abord révisé certaines définitions clefs et l'on en a rajouté ou supprimé d'autres, en fonction de la terminologie normalisée retenue pour le modèle harmonisé de budget et l'approche-programme intégrée. En deuxième lieu, l'on a simplifié le libellé des articles III (Exercice), VI (Compte du Fonds) et IX (Financement des activités du Fonds), pour les rendre conformes au nouvel arrangement concernant le budget. Enfin, l'on a remanié en profondeur le texte des articles X (Esquisse budgétaire et budget biennal) et XI (Allocation de fonds par le Directeur exécutif), afin d'y apporter des précisions.

16. S'agissant de l'article X, qui s'intitule désormais "Esquisse budgétaire et budget biennal", l'adoption du nouvel arrangement a conduit à remanier la règle 10.2 pour y introduire les notions de budget biennal, budget-programme biennal et budget d'appui biennal. Il y est en particulier précisé que le budget-programme fait partie intégrante du budget biennal. La règle 10.3 stipule que le budget biennal, qui comprend le budget-programme, est approuvé par la Commission des stupéfiants, ce qui fait suite à l'une des recommandations les plus importantes du Comité consultatif. La règle 10.4, qui est nouvelle, stipule que le Directeur exécutif est habilité à approuver, en collaboration avec les agents d'exécution et les gouvernements récipiendaires, les programmes et projets dans le cadre du budget-programme approuvé pour l'exercice biennal concerné. La règle 10.5 précise que les propositions budgétaires supplémentaires présentées au titre du budget biennal sont approuvées par la Commission. Si celles concernant le budget d'appui biennal sont présentées au Comité consultatif, comme il est d'usage pour les fonds et programmes des Nations Unies, rien de tel n'est prévu s'agissant du budget-programme biennal.

17. Pour ce qui est de l'article XI (Allocation de fonds par le Directeur exécutif), la règle 11.1 a été remaniée de sorte à préciser que le Directeur exécutif est habilité à allouer des fonds, engager des dépenses et effectuer des paiements dans le cadre du budget biennal approuvé par la Commission. Le nouveau texte de la règle 11.2 précise dans quelles conditions le Directeur exécutif est habilité à engager des dépenses pour les programmes et projets imputables à des exercices à venir. Étant donné l'instabilité des arrangements concernant le financement du PNUCID, les règles 11.1 et 11.2 précisent que toutes les allocations et tous les engagements de dépenses ne peuvent se faire que dans les limites des ressources disponibles.

18. La révision du projet de règles de gestion financière pour le Fonds du PNUCID permet de donner suite aux recommandations du Comité consultatif et de la Commission des stupéfiants. Le Secrétaire général a l'intention de promulguer, sous réserve des observations que formuleront la Commission et le Comité consultatif et conformément au règlement financier de l'ONU, le projet révisé qui figure à l'annexe I du présent document en tant que règles de gestion financière distinctes applicables au Fonds du PNUCID.

Annexe I**PROJET RÉVISÉ DE RÈGLES DE GESTION FINANCIÈRE DU FONDS
DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE CONTRÔLE
INTERNATIONAL DES DROGUES****Article premier. Champ d'application****Règle 1.1**

Les présentes règles régissent la gestion financière du Fonds du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (ci-après dénommé le Fonds), conformément aux dispositions des paragraphes 6 et 7 de la résolution 45/179 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1990. Elles sont promulguées en vertu des dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies. Le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, agissant au nom du Secrétaire général est chargé de leur application. Il peut, selon qu'il convient, déléguer à d'autres fonctionnaires les pouvoirs qu'elles lui confèrent.

Règle 1.2

Il ne peut être fait dérogé aux présentes règles que par décision écrite expresse du Directeur exécutif, d'une manière compatible avec le règlement financier de l'Organisation des Nations Unies.

Règle 1.3

Les dispositions pertinentes du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies s'appliquent, *mutatis mutandis*, à toute question dont les présentes règles ne traitent pas expressément.

Article II. Définitions**Règle 2.1**

Aux fins des présentes règles de gestion financière, les principales entités participant à ses activités sont définies comme suit :

- a) "Comité consultatif" s'entend du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires;
- b) "Commission des stupéfiants" s'entend de la Commission désignée principal organe de décision de l'Organisation des Nations Unies en matière de contrôle des drogues;
- c) "Agent d'exécution" s'entend de l'entité à laquelle le Directeur exécutif a confié la réalisation d'un projet;
- d) "Directeur exécutif" s'entend du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et des fonctionnaires auxquels il a délégué les responsabilités ou les pouvoirs de décision concernant la question visée.
- e) "Gouvernement" s'entend du gouvernement d'un État Membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre d'une institution spécialisée ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique. L'expression "récipiendaire", lorsqu'elle se dit d'un gouvernement, désigne le gouvernement, tel que défini ci-dessus, d'un pays

recevant une assistance du Fonds, et elle s'applique aussi, *mutatis mutandis*, à toutes les entités pouvant, conformément à une décision de la Commission des stupéfiants, recevoir une assistance du Fonds;

f) "Secrétaire général" s'entend du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ou de ses fonctionnaires auxquels il a délégué les responsabilités ou les pouvoirs de décision concernant la question visée;

g) "Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues" s'entend du Programme établi conformément à la résolution 45/179 de l'Assemblée générale.

Règle 2.2

Aux fins des présentes règles de gestion financière :

a) "Dépenses d'appui" s'entend des dépenses encourues par un agent d'exécution pour administrer des activités relatives à un programme ou projet financé par le Fonds;

b) "Allocation de crédits" s'entend de l'autorisation donnée par le Directeur exécutif d'engager des dépenses et d'effectuer des paiements à des fins spécifiques liées aux activités du Fonds, jusqu'à concurrence de montants spécifiés, pendant une période déterminée;

c) "Budget biennal" s'entend du budget d'appui et du budget-programme du Fonds pour un exercice portant sur deux années civiles;

d) "Budget-programme biennal" s'entend du budget d'une organisation relatif aux activités au titre de ses programmes de l'organisation;

e) "Budget d'appui biennal" s'entend du budget d'une organisation relatif à l'appui au programme ainsi qu'à la gestion et à l'administration de l'organisation;

f) "Engagement prévisionnel" s'entend d'un engagement ou d'un engagement conditionnel imputé par le Directeur exécutif ou par un agent d'exécution aux ressources d'un ou de plusieurs exercices à venir;

g) "Contribution" s'entend d'une contribution versée au Fonds en espèces ou en nature ou au titre d'un accord relatif à la participation aux coûts;

h) "Décaissement" s'entend du montant effectivement payé;

i) "Dépenses" s'entend du montant total des charges encourues, réglées ou non réglées, c'est-à-dire la somme des décaissements et des engagements non réglés pour l'exercice;

j) "Fonds général" s'entend des contributions acceptées par le Directeur exécutif à des fins conformes à celles du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues, sans restriction quant à l'utilisation qui peut en être faite;

k) "Gestion et administration" s'entend du maintien de l'identité, de l'orientation et du fonctionnement d'une organisation, englobant d'ordinaire les fonctions liées à la direction exécutive, à l'élaboration des grandes lignes d'action et à l'évaluation de l'organisation, aux relations extérieures, à l'information et à l'administration;

l) "Dépense engagée" s'entend d'un engagement exigible imputé à une allocation de crédit au titre d'un exercice donné;

m) "Programme" s'entend des apports directs nécessaires pour atteindre les objectifs d'un programme donné en matière de contrôle international des drogues, englobant d'ordinaire les éléments suivants : experts , personnel d'appui, fournitures et matériel, sous-traitance, assistance en espèces et formation individuelle ou en groupe; un programme est coordonné par un seul dispositif de gestion et porte en général sur tous les aspects du contrôle des drogues; il peut être divisé en projets, lesquels sont des éléments interdépendants du programme;

n) "Activité de programme" s'entend, aux fins de la présentation du budget-programme biennal, du regroupement de tous les programmes de façon cohérente et comparable et comportant d'ordinaire des informations sur les objectifs, les stratégies, les thèmes principaux, les activités, les fonds au titre du budget et les accords relatifs à l'exécution et à la coordination;

o) "Descriptif de programme" ou "descriptif de projet" s'entend du document officiel, y compris les révisions dont il aurait éventuellement fait l'objet, énonçant les modalités convenues d'exécution du programme ou du projet visé;

p) "Appui aux programmes" s'entend de l'élaboration, la formulation, la réalisation et l'évaluation de programmes ou projets et englobe d'ordinaire les activités d'appui, qu'elles soient d'ordre technique, thématique , géographique, logistique ou administratif;

q) "Fonds destinés à l'appui aux programmes" s'entend des ressources provenant des arrangements relatifs aux dépenses d'appui aux programmes au titre de l'exécution de programmes et projets;

r) "Projet" s'entend des apports directs nécessaires pour atteindre les objectifs d'un projet donné en matière de contrôle international des drogues; un projet est normalement un élément de programme ayant sa propre spécificité et ne portant d'ordinaire que sur un aspect donné du contrôle des drogues;

s) "Ressources" s'entend des annonces de contributions volontaires au Fonds, des autres versements au compte du Fonds effectués par des sources gouvernementales ou intergouvernementales, des dons provenant de sources non gouvernementales, du revenu des placements et des recettes accessoires;

t) "Fonds d'affectation spéciale" s'entend de tous fonds acceptés par le Directeur exécutif conformément aux présentes règles de gestion financière à des fins spécifiées par le donateur, conformément aux politiques, buts et activités du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues;

u) "Engagement non liquidé" s'entend de tout engagement ou partie d'engagement qui n'est pas encore décaissé.

Article III. Exercice

Règle 3.1

L'exercice budgétaire comprend deux années civiles consécutives, la première étant une année paire.

Article IV. Contributions volontaires

Règle 4.1

Des contributions volontaires peuvent être acceptées de gouvernements ou de sources intergouvernementales et non gouvernementales à des fins compatibles avec celles du Programme des Nations Unies pour le contrôle des drogues.

Règle 4.2

Les contributions susceptibles d'entraîner directement ou indirectement des obligations financières immédiates ou non pour le Fonds ne peuvent être acceptées qu'avec l'approbation de la Commission des stupéfiants.

Règle 4.3

Les contributions volontaires sont acceptées à titre de fonds généraux sans que leur utilisation soit restreinte à une fin spécifique. Le Directeur exécutif peut autoriser des exceptions à la présente règle et fait rapport à ce sujet à la Commission des stupéfiants. Les contributions versées à des fins spécifiées par le donateur sont considérées comme des fonds d'affectation spéciale aux termes de la règle 6.5.

Règle 4.4

Les contributions volontaires sont acceptées dans des monnaies qui sont couramment utilisables par le Fonds, eu égard aux impératifs d'une gestion efficace et rigoureuse des opérations, ou convertibles dans toute la mesure du possible en monnaies couramment utilisables par le Fonds. Le Directeur exécutif peut appeler l'attention de s gouvernements et autres donateurs potentiels sur la monnaie ou les monnaies requises pour l'exécution des activités du Fonds. Il peut négocier avec les gouvernements des pays donateurs la convertibilité ou la reconversion de s contributions volontaires.

Règle 4.5

Les contributions volontaires acceptées par le Directeur exécutif sont portées au crédit du Fonds.

Article V. Recettes accessoires

Règle 5.1

Sont considérées comme recettes accessoires toutes les recettes du Fonds autres que :

- a) Les contributions volontaires;
- b) Les remboursements directs de dépenses faites pendant l'exercice.

Règle 5.2

Les pertes et gains de change résultant du versement des contributions volontaires par des gouvernements sont comptabilisés comme débit ou crédit au titre de ces contributions. Tout autre ajustement de change est comptabilisé séparément et est à inscrire au compte des recettes accessoires.

Règle 5.3

Les débits ou crédits intervenant après la clôture des comptes d'un programme ou projet sont comptabilisés comme recettes accessoires.

Règle 5.4

Le produit de la vente de matériel au titre d'un programme ou projet est porté au crédit du compte de ce programme ou projet et déduit des dépenses, si ce compte est encore ouvert. Si le compte est clos, le produit est versé au compte du Fonds au titre des recettes accessoires.

Règle 5.5

Les sommes représentant le remboursement de dépenses qui ont été imputées à des exercices antérieurs sont portées au crédit du compte des recettes accessoires.

Article VI. Le compte du Fonds***Règle 6.1***

Il est créé un compte du Fonds au crédit duquel sont portées toutes les ressources du Fonds, à partir duquel sont effectuées toutes les allocations de fonds et sur lequel sont imputées toutes les dépenses engagées pour le compte du Fonds.

Règle 6.2

Dans le compte du Fonds, des comptes distincts sont tenus pour :

- a) Le fonds général;
- b) Chaque fonds d'affectation spéciale constitué par la Commission des stupéfiants ou le Directeur exécutif.

Règle 6.3

Les fonds de roulement sont prélevés sur les liquidités du compte du Fonds.

Règle 6.4

Les fonds destinés à l'appui aux programmes proviennent des ressources tirées des activités de programme et de projet en vertu des arrangements relatifs à l'appui aux programmes du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues et sont crédités au fonds général.

Règle 6.5

La Commission des stupéfiants ou le Directeur exécutif peut constituer des fonds d'affectation spéciale à des fins spécifiées compatibles avec les principes, objectifs et activités du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues. Les contributions acceptées à des fins spécifiées par le donateur sont considérées comme des fonds d'affectation spéciale. Des dépenses ne sont engagées au titre d'activités imputables à un fonds d'affectation spéciale que si des fonds suffisants ont été reçus du donateur ou des donateurs pour financer ces dépenses ou si un échéancier a été fixé à cet effet, ou si une annonce de contribution y relative a été faite par écrit. Les modalités régissant la constitution et la gestion des fonds d'affectation spéciale doivent être compatibles avec celles qui s'appliquent aux fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la coopération technique, telles qu'elles sont promulguées par le Secrétaire général. Lorsqu'il constitue un fonds d'affectation spéciale, le Directeur exécutif en rend compte à la Commission des stupéfiants par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

Article VII. Dépôt des fonds

Règle 7.1

Le Secrétaire général est le dépositaire des fonds versés au compte du Fonds et désigne la banque ou les banques dans lesquelles ces fonds doivent être déposés.

Règle 7.2

Le Secrétaire général peut déléguer au Directeur exécutif ses pouvoirs en matière de dépôt des fonds, y compris celui de désigner les banques dans lesquelles les fonds doivent être déposés, afin de faciliter la gestion efficace du Fonds, et le Directeur exécutif accepte ces pouvoirs par écrit.

Règle 7.3

Les règles de gestion financière 108.1 à 108.12 de l'Organisation des Nations Unies s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'encaissement, à la gestion et au décaissement des fonds du Fonds.

Article VIII. Placement des fonds

Règle 8.1

Eu égard aux objectifs du Fonds, et compte tenu des impératifs de ses opérations tels qu'ils sont déterminés par le Directeur exécutif, les fonds qui ne sont pas nécessaires pour faire face à des besoins immédiats peuvent être placés par le Secrétaire général en consultation avec le Directeur exécutif.

Règle 8.2

Les revenus des placements des fonds d'affectation spéciale sont portés au crédit du compte du fonds considéré. Les revenus provenant d'autres placements sont portés au crédit du fonds général et comptabilisés comme recettes accessoires.

Article IX. Financement des activités du Fonds

Règle 9.1

Les ressources du Fonds doivent être, dans toute la mesure du possible, disponibles à tout moment pour les besoins du Fonds, à la seule condition que soit maintenue en permanence une réserve opérationnelle. Des montants sont imputés chaque année au fonds général au titre du budget d'appui biennal, et au fonds général ainsi qu'aux fonds d'affectation spéciale au titre du budget-programme biennal.

Règle 9.2

Il est créé au titre du fonds général une réserve opérationnelle dont le montant est arrêté de temps à autre par la Commission des stupéfiants sur la recommandation du Directeur exécutif. La réserve opérationnelle a pour objet de garantir les liquidités et l'intégrité financière du Fonds, de compenser les variations des flux de trésorerie et de faire face à d'autres besoins analogues que détermine la Commission des stupéfiants. Cette dernière veille en permanence au montant et à la composition de la réserve opérationnelle, en tenant compte des recettes et des dépenses prévues pour l'année civile suivante.

Règle 9.3

Il peut être constituée toute autre réserve approuvée par la Commission des stupéfiants.

Article X. Esquisse budgétaire et budget biennal***Règle 10.1***

Le Directeur exécutif établit pour l'exercice biennal à venir l'esquisse du budget du Fonds qui renferme une estimation préliminaire des ressources disponibles et des priorités du Programme sur la base des tendances sectorielles de caractère général.

Règle 10.2

Le Directeur exécutif établit pour chaque exercice biennal un budget fondé sur l'esquisse budgétaire qui aura été approuvée. Ce budget se compose du budget-programme biennal, qui porte sur les activités de l'organisation au titre des programmes, et du budget d'appui biennal, qui porte sur l'appui aux programmes ainsi que sur la gestion et l'administration de l'organisation. Le budget biennal prévoit toutes les dépenses relatives aux activités d'une manière compatible avec les règlements, règles, politiques et pratiques budgétaires appropriés de l'Organisation des Nations Unies. Il indique les dépenses prévues et les recettes escomptées au cours de l'exercice et peut comporter une réserve pour imprévus.

Règle 10.3

L'esquisse budgétaire et le budget biennal sont soumis au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires pour examen et observations. Le projet de budget et les observations et recommandations du Comité consultatif sont ensuite présentés à la Commission des stupéfiants pour approbation.

Règle 10.4

Dans le cadre du budget-programme biennal qui a été approuvé, le Directeur exécutif est habilité à approuver des programmes et projets avec les agents d'exécution et, le cas échéant, avec les gouvernements concernés. Il se fonde pour ce faire sur le descriptif du programme ou du projet concerné. Lorsqu'un programme ou projet perd de sa pertinence ou cesse de répondre de manière tangible aux attentes qu'il avait suscitées, il est révisé en conséquence.

Règle 10.5

Des propositions budgétaires supplémentaires, établies sous une forme compatible avec le budget biennal, peuvent être présentées par le Directeur exécutif à la Commission des stupéfiants. Lorsqu'elles concernent le budget d'appui biennal, ces propositions supplémentaires s'accompagnent des observations et recommandations relatives du Comité consultatif.

Article XI. Allocation de fonds par le Directeur exécutif***Règle 11.1***

En approuvant les crédits inscrits au budget biennal, la Commission des stupéfiants autorise le Directeur exécutif, dans les limites de ces crédits, à allouer des fonds aux fins de l'exécution des activités au titre du budget. Les fonds alloués concernent tant les programmes et projets inscrits au budget-programme biennal que le budget

d'appui biennal. Les règles de gestion financière 110.1 à 110.9 de l'Organisation des Nations Unies s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'administration du budget biennal.

Règle 11.2

Le Directeur exécutif est habilité, dans les limites des ressources disponibles, à approuver des engagements prévisionnels imputables sur les crédits d'exercices à venir et pour la durée des programmes et des projets, sous réserve que ces engagements :

a) Concernent des activités approuvées par la Commission des stupéfiants dans le cadre du budget-programme biennal et que leur exécution soit censée exiger un délai plus long que l'exercice en cours;

ou

b) Soient autorisés par décision expresse de la Commission des stupéfiants.

Règle 11.3

Une allocation reste utilisable dans la mesure nécessaire pour régler les dépenses régulièrement engagées dans les conditions indiquées ci-après. S'agissant d'un programme ou d'un projet inscrit au budget-programme biennal, l'allocation, sauf s'il s'agit d'une allocation finale, reste utilisable pendant la durée du programme ou du projet auquel elle se rapporte. L'allocation finale au titre d'un programme ou projet reste utilisable pendant la période requise. S'agissant du budget d'appui biennal, l'allocation reste utilisable pendant les douze mois qui suivent la fin de l'exercice auquel elle se rapporte. Le solde non utilisé d'une allocation est annulé à la fin de la période de validité.

Règle 11.4

Lorsqu'un programme ou projet est achevé, les décaissements ou remboursements imprévus ainsi que le déficit ou le solde inutilisé imprévu enregistré lors de la liquidation des dépenses engagées sont portés, selon le cas, au débit ou au crédit du compte du Fonds et comptabilisés comme recettes accessoires. Les ajustements nets de plus de 25 000 dollars effectués au titre d'un programme ou projet financièrement achevé sont portés à la connaissance du Directeur exécutif.

Règle 11.5

Les fonctionnaires ou consultants dont les émoluments sont prélevés sur les ressources du Fonds ne peuvent être engagés qu'avec l'autorisation écrite du Directeur exécutif et dans les limites des crédits alloués ou approuvés à cet effet. Leur engagement se limite aux services du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues. Le Directeur exécutif ou les fonctionnaires auxquels les pouvoirs voulus ont été délégués sont chargés de veiller à ce que les conditions d'emploi de ces fonctionnaires ou consultants soient conformes aux dispositions du Règlement et du Statut du personnel de l'Organisation des Nations Unies.

Article XII. Marchés et achats

Règle 12.1

Lorsque le budget biennal prévoit l'achat de matériel, de fournitures ou de services par le Fonds, le Directeur exécutif est habilité à passer des marchés relatifs à ces achats. Il peut à cette fin conclure des arrangements avec l'Organisation des Nations Unies ou avec un ou plusieurs agents d'exécution afin d'utiliser leurs services d'achat, auquel cas sont appliquées les règles et procédures de gestion financière de l'organisme en question. Les types d'achat qui ne sont pas visés par les arrangements susmentionnés sont régis par les règles et procédures établies par

le Directeur exécutif, lesquelles doivent être calquées sur les règles de gestion financière 110.16 à 110.24 de l'Organisation des Nations Unies.

Article XIII. Contrôle interne

Règle 13.1

Seuls les fonctionnaires désignés par le Directeur exécutif pour remplir les fonctions d'agent ordonnateur sont habilités à approuver les engagements de dépenses ou propositions de paiement aux fins de leur inscription dans les comptes. Tout engagement de dépenses ou toute proposition de paiement doit être au préalable dûment certifié par un agent certificateur désigné à cette fin par le Directeur exécutif. Sauf dans le cas de bureaux extérieurs aux effectifs restreints, nul ne peut exercer à la fois les fonctions d'agent ordonnateur et d'agent certificateur.

Règle 13.2

Le Directeur exécutif peut faire les versements à titre gracieux d'un montant n'excédant pas 40 000 dollars qu'il juge nécessaire dans l'intérêt du Fonds, étant entendu qu'il doit soumettre à l'Assemblée générale et à la Commission des stupéfiants un état de ces versements en même temps que les comptes. Des versements à titre gracieux peuvent être faits dans des cas où, bien que le Bureau des affaires juridiques de l'Organisation des Nations Unies estime qu'il n'y est pas juridiquement tenu, le Fonds a une obligation morale qui rend le versement souhaitable et conforme à son intérêt.

Article XIV. Agents d'exécution

Règle 14.1

Le Directeur exécutif peut confier aux entités suivantes la mise en oeuvre de l'assistance du Fonds aux programmes ou projets :

- a) Le gouvernement récipiendaire;
- b) Les organismes des Nations Unies, c'est-à-dire l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, l'Agence internationale de l'énergie atomique et les autres organisations qui font ou feront partie du système des Nations Unies;
- c) Une institution ou un organisme gouvernemental ou intergouvernemental qui ne fait pas partie du système des Nations Unies;
- d) Une organisation non gouvernementale;
- e) Le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues lui-même.

L'entité responsable est désignée sous le nom d'agent d'exécution pour le programme ou projet en question.

Règle 14.2

En consultation avec le gouvernement ou les gouvernements récipiendaire(s) et avec leur accord, le Directeur exécutif désigne pour chaque programme ou projet un seul agent d'exécution. Avec l'accord du gouvernement ou des gouvernements récipiendaire(s) et du Directeur exécutif, l'agent d'exécution désigné peut s'adjoindre une ou

plusieurs autres institutions pour réaliser le programme ou projet en question. Un descriptif de programme ou de projet est établi pour chaque programme ou projet.

Règle 14.3

L'accord entre l'agent d'exécution et le Fonds porte notamment sur :

- a) Les responsabilités qui incombent respectivement à l'agent d'exécution et au Fonds dans la formulation, l'exécution, le suivi et l'évaluation du programme ou projet;
- b) Les arrangements concernant les décaissements, y compris le remboursement des dépenses d'appui, effectués en faveur de l'agent d'exécution;
- c) Les arrangements relatifs à la vérification interne et externe des comptes, à l'établissement de rapports financiers et autres, et à d'autres dispositions ayant trait à l'obligation redditionnelle concernant les ressources du Fonds;
- d) Tout autre arrangement nécessaire pour que le Directeur exécutif suive l'exécution des programmes ou projets ou puisse de toute autre manière exercer sa responsabilité.

Règle 14.4

Les ressources allouées par le Directeur exécutif aux agents d'exécution pour exécuter des programmes ou projets sont administrées par eux conformément à leurs règlements financiers et règles, procédures et pratiques de gestion financière respectifs.

Règle 14.5

Le Directeur exécutif obtient de chaque agent d'exécution l'assurance qu'il tiendra la comptabilité et les livres nécessaires pour lui permettre de rendre compte de la situation financière en ce qui concerne les ressources qu'il a reçues du Fonds, notamment le montant total des allocations comptabilisées, des décaissements, des engagements non réglés, des engagements prévisionnels, des liquidités et autres informations financières.

Article XV. Comptabilité

Règle 15.1

Le Directeur exécutif tient la comptabilité et les livres nécessaires pour rendre compte à la Commission des stupéfiants et à l'Assemblée générale de la situation financière du Fonds.

Règle 15.2

Les états financiers du Fonds sont établis en dollars des Etats-Unis. Toutefois, des comptes peuvent être libellés dans toute autre monnaie si le Directeur exécutif le juge nécessaire.

Règle 15.3

Le Directeur fait établir les états financiers pour l'exercice biennal indiquant la situation financière du Fonds, accompagnés des tableaux y relatifs, et fait certifier qu'ils sont exacts. Il soumet ces états au Comité des Commissaires aux comptes au plus tard le 30 avril qui suit la fin de l'exercice.

Règle 15.4

Les états financiers du Fonds sont établis et présentés conformément aux normes comptables communes du système des Nations Unies. Ils comprennent :

- a) Un état de l'utilisation des crédits budgétaires approuvés;
- b) Un état des recettes et des dépenses;
- c) Un état de l'actif et du passif, des réserves et des soldes du Fonds;
- d) Tous autres états jugés nécessaires.

Règle 15.5

Les états financiers du Fonds sont présentés séparément selon qu'il s'agit du fonds général ou des fonds d'affectation spéciale. Lesdits états sont accompagnés :

- a) De notes appropriées;
- b) D'un état des contributions volontaires;
- c) D'un état des avances de fonctionnement consenties aux agents d'exécution;
- d) De tous autres états jugés nécessaires.

Règle 15.6

Les transactions financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité patrimoniale, à moins qu'une autre méthode comptable soit autorisée conformément aux normes comptables communes des organismes des Nations Unies ou requise par les clauses régissant la création d'un fonds d'affectation spéciale. Toute autre méthode retenue que celle de la comptabilité patrimoniale ainsi que le bien-fondé de son application doivent être approuvés par le Directeur exécutif et être pleinement documentés dans les états financiers.

Règle 15.7

Les taux de change pratiqués pour les opérations sont ceux qui sont fixés par le Secrétaire général et communiqués au Directeur exécutif.

Règle 15.8

Lorsque le taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU concernant une monnaie quelconque est modifié, le Directeur exécutif réévalue le solde des liquidités et les autres éléments d'actif ou de passif libellés en cette monnaie et porte l'ajustement de change au débit ou au crédit d'un compte central, dont le solde est, à la fin de l'exercice, soit porté au crédit du compte des recettes accessoires, soit porté au débit du compte budgétaire pertinent. Les ajustements de change résultant du versement des contributions par les gouvernements sont comptabilisés séparément des ajustements de change découlant d'autres transactions et sont inscrits comme débit ou crédit au titre de ces contributions.

Règle 15.9

Aux fins de la comptabilisation des contributions volontaires au Fonds annoncées dans des monnaies autres que le dollar des États-Unis, le taux de change utilisé est celui pratiqué pour les opérations de l'ONU à la date de l'annonce.

Règle 15.10

Aux fins de la comptabilisation de toutes les autres transactions effectuées sur le compte du Fonds, le taux de change utilisé est celui pratiqué pour les opérations de l'ONU à la date de la transaction.

Article XVI. Vérification des comptes

Règle 16.1

Les états indiquant la situation financière du Fonds, accompagnés de l'opinion des Commissaires aux comptes et du rapport du Comité des Commissaires aux comptes, sont communiqués par le Directeur exécutif au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, à la Commission des stupéfiants et à l'Assemblée générale.

Règle 16.2

Toutes les transactions financières et activités connexes auxquelles s'appliquent les présentes règles sont sujettes à vérification par le Bureau des services de contrôle interne de l'Organisation des Nations Unies.

Article XVII. Dispositions générales

Règle 17.1

Tous les fonctionnaires du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues sont responsables devant le Directeur exécutif de la régularité des mesures qu'ils prennent dans l'exercice de leurs fonctions. Tout fonctionnaire qui prend une mesure contraire aux présentes règles de gestion financière ou aux instructions administratives connexes peut être tenu personnellement et financièrement responsable des conséquences de cette mesure.

Règle 17.2

Les présentes règles peuvent être précisées et développées dans des instructions administratives publiées par le Directeur exécutif.

Règle 17.3

Les présentes règles entreront en vigueur à compter du 1er janvier 1999. Tout changement devant y être apporté pour tenir compte d'une modification du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies décidée par l'Assemblée générale prendra effet à la date d'entrée en vigueur du texte révisé de l'article du règlement financier qui aura ainsi été modifié.

Annexe II

**COMPARAISON ENTRE LE PROJET RÉVISÉ DE RÈGLES DE GESTION FINANCIÈRE DU FONDS
DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE CONTRÔLE INTERNATIONAL DES DROGUES
ET LE PROJET DE RÈGLES DE GESTION FINANCIÈRE DU FONDS FIGURANT
DANS LE DOCUMENT E/CN.7/1997/8**

Règle		Modifications	Observations
Nouvelle	Ancienne		
Article I. Champ d'application			
1.1	1.1	Aucune.	
1.2	1.2	Aucune.	
1.3	1.3	Aucune.	
Article II. Définitions			
2.1	2.1	Aucune.	
2.2	2.2	Définitions supprimées : ouverture de crédits, activités de base, activités d'appui aux programmes; définitions révisées : agent d'exécution, dépenses d'appui, budget biennal, engagement prévisionnel, dépense, dépense engagée, fonds d'appui aux programmes, projet; définitions ajoutées : budget-programme biennal, budget d'appui biennal, contribution, gestion et administration, activités de programme, descriptif de programme et descriptif de projet, appui aux programmes.	Le budget harmonisé et l'approche-programme intégrée font appel à une terminologie normalisée.
Article III. Exercice			
3.1	3.1	Le membre de phrase “retenu aux fins de l'affectation prévisionnelle des ressources ainsi que de l'engagement et de la comptabilisation des dépenses du budget biennal” est supprimé.	La règle a été simplifiée après qu'il a été décidé que le budget biennal serait composé du budget d'appui biennal et du budget-programme biennal.
--	3.2	Supprimée.	Voir ci-dessus.
--	3.3	Supprimée.	Voir ci-dessus.
Article IV. Contributions volontaires			
4.1	4.1	Aucune.	
4.2	4.2	Aucune.	
4.3	4.3	Aucune.	
4.4	4.4	Aucune.	
4.5	4.5	Aucune.	
Article V. Recettes accessoires			
5.1	5.1	Aucune.	

<i>Règle</i>		<i>Modifications</i>	<i>Observations</i>
<i>Nouvelle</i>	<i>Ancienne</i>		
5.2	5.2	Aucune.	
5.3	5.3	Le mot “projet” est remplacé par l'expression “programme ou projet”.	Conformément aux nouvelles définitions.
5.4	5.4	Le mot “projet” est remplacé par l'expression “programme ou projet”.	Conformément aux nouvelles définitions.
5.5	5.5	Aucune.	
Article VI. Le compte du Fonds			
6.1	6.1	Aucune.	
6.2	6.2	L'ancien alinéa b) (“un fonds d'appui aux programmes”) est supprimé.	Selon les nouveaux arrangements relatifs au budget, les fonds destinés à l'appui aux programmes sont portés au crédit du fonds général; il n'est pas tenu de compte distinct à ce titre.
6.3	6.3	Aucune.	
6.4	6.4	Les mots “activités d'exécution des projets” sont remplacés par les mots “activités de programme et de projet”; le membre de phrase “Il est utilisé exclusivement pour financer des activités d'appui aux programmes” est remplacé par les mots “et sont crédités au fonds général”.	Selon les nouveaux arrangements relatifs au budget, les fonds destinés à l'appui aux programmes sont portés au crédit du fonds général.
6.5	6.5	Les mots “ou si une annonce de contribution y relative a été faite par écrit” sont ajoutés après les mots “un échéancier a été fixé à cet effet”.	Précision.
Article VII. Dépôt des fonds			
7.1	7.1	Aucune.	
7.2	7.2	Aucune.	
7.3	7.3	Aucune.	
Article VIII. Placement des fonds			
8.1	8.1	Les mots “Compte tenu des” sont remplacés par les mots “Eu égard aux” et vice-versa.	Amélioration du libellé.
8.2	8.2	Nouveau libellé.	Il s'agissait de préciser que tous les revenus des placements devaient être crédités au fonds général, à l'exception des revenus des placements des fonds d'affectation spéciale, si cela était spécifié.
Article IX. Financement des activités du Fonds			
9.1	9.1	La phrase “Après l'ouverture de crédits annuels au titre du budget biennal pour le fonds général et le fonds d'appui aux programmes, toutes les ressources qui ne sont pas autrement engagées ou réservées peuvent être affectées à des activités au titre de projets.” est remplacée par la phrase “Des montants sont imputés chaque année au fonds général au titre du budget d'appui biennal, et au fonds général ainsi qu'aux fonds d'affectation spéciale au titre du budget-programme biennal.”.	Conformément aux nouvelles définitions et aux nouveaux arrangements budgétaires.

<i>Règle</i>		<i>Modifications</i>	<i>Observations</i>
<i>Nouvelle</i>	<i>Ancienne</i>		
9.2	9.2	Les mots “et du fonds d'appui aux programmes” sont supprimés.	Selon les nouveaux arrangements relatifs au budget, les fonds destinés à l'appui aux programmes sont portés au crédit du fonds général et la réserve opérationnelle est créée au titre du fonds général.
9.3	9.3	Aucune.	
Article X. Esquisse budgétaire et budget biennal		Le titre de l'article est modifié en français pour tenir compte de la nouvelle terminologie budgétaire	Nouvelle terminologie.
10.1	10.1	Les mots “plan général” sont remplacés par les mots “esquisse budgétaire”.	Nouvelle terminologie.
10.2	10.2	Nouveau libellé.	Selon les nouveaux arrangements budgétaires, l'on a introduit les notions de budget biennal, budget-programme biennal et budget d'appui biennal. Il a en particulier été décidé que le budget-programme biennal faisait partie intégrante du budget biennal.
10.3	10.3	Les mots “pour examen et ouverture de crédits” sont remplacés par les mots “pour approbation”.	La Commission approuve le budget mais ne décide pas des ouvertures de crédits. Les règles 10.2 et 10.3, notamment, stipulent que la Commission approuve le budget-programme biennal.
10.4	--	Nouvelle règle.	Conformément aux nouveaux arrangements budgétaires, cette nouvelle règle vise l'approbation des programmes et projets par le Directeur exécutif dans le cadre du budget-programme biennal approuvé. Elle porte également sur la révision des programmes et projets, précédemment visée à la règle 11.4.
10.5	10.4	Nouveau libellé.	Cette règle stipule que les propositions budgétaires supplémentaires concernant le budget d'appui biennal sont soumises à la Commission par l'intermédiaire du Comité consultatif; par contre, comme il est d'usage pour tous les fonds et programmes des Nations Unies, les propositions budgétaires supplémentaires relatives au budget-programme biennal ne sont pas soumises au Comité consultatif.

Article XI. Allocation de fonds par le Directeur exécutif

11.1	11.1, 11.2 et 11.3	Nouveau libellé.	Selon les nouveaux arrangements budgétaires, en approuvant le budget biennal, la Commission autorise le Directeur exécutif à allouer des fonds, à engager des dépenses et à effectuer des paiements. Les arrangements relatifs au financement du Fonds étant instables, il est précisé que les allocations de crédits se font dans la limite des ressources disponibles.
11.2	11.1 et 11.2	Nouveau libellé.	Conformément aux nouveaux arrangements budgétaires, cette règle vise deux cas où le Directeur exécutif est habilité à approuver, au titre des programmes et projets, des engagements prévisionnels imputables sur les crédits d'exercices à venir. Les arrangements relatifs au financement du Fonds étant instables, il est précisé que les allocations de crédits se font dans la limite des ressources disponibles.

<i>Règle</i>		<i>Modifications</i>	<i>Observations</i>
<i>Nouvelle</i>	<i>Ancienne</i>		
--	11.4	Supprimée.	L'ancienne règle visait le processus de révision des projets. Cette question fait l'objet de la nouvelle règle 10.4.
11.3	10.5 et 10.7	Nouveau libellé.	Il s'agissait de préciser la période de validité des allocations de fonds aux fins du règlement des dépenses régulièrement engagées.
11.4	11.6	Le mot "projet" est remplacé par l'expression "programme ou projet"; le membre de phrase "ou, dans le cas d'activités au titre de fonds d'affectation spéciale, du compte du fonds pertinent" est supprimé.	Conformément aux nouvelles définitions et par souci de précision.
11.5	11.8	Aucune.	
Article XII. Marchés et achats			
12.1	12.1	Les mots "le budget de base et d'appui aux programmes ou les budgets des projets" sont remplacés par l'expression "budget biennal".	Conformément aux nouvelles définitions.
Article XIII. Contrôle interne			
13.1	13.1	Aucune.	
13.2	13.2	Aucune.	
Article XIV. Agents d'exécution			
14.1	14.1	Le mot "projets" est remplacé par l'expression "programmes ou projets".	Conformément aux nouvelles définitions.
14.2	14.2	Le mot "projet" est remplacé par l'expression "programme ou projet".	Conformément aux nouvelles définitions.
14.3	14.3	Le mot "projet" est remplacé par l'expression "programme ou projet".	Conformément aux nouvelles définitions.
14.4	14.4	Le mot "projets" est remplacé par l'expression "programmes ou projets".	Conformément aux nouvelles définitions.
14.5	14.5	Aucune.	
Article XV. Comptabilité			
15.1	15.1	Aucune.	
15.2	15.2	Aucune.	
15.3	15.3	Aucune.	

<i>Règle</i>			<i>Modifications</i>	<i>Observations</i>
<i>Nouvelle</i>	<i>Ancienne</i>			
15.4	15.4	Aucune.		
15.5	15.5	Aucune.		
15.6	15.6	Aucune.		
15.7	15.7	Aucune.		
15.8	15.8	Aucune.		
15.9	15.9	Aucune.		
15.10	15.10	Aucune.		
Article XVI. Vérification des comptes				
16.1	16.1	Aucune.		
16.2	16.2	Aucune.		
Article XVII. Dispositions générales				
17.1	17.1	Aucune.		
17.2	17.2	Aucune.		
17.3	17.3	“1998” est remplacé par “1999”.		Conformément à la nouvelle date prévue de promulgation des règles de gestion financière.